Contexte : en août 2018, Madame Laurence Bezaguet, publiait un texte dans le Tribune de Genève intitulé "Genève, 600'000 habitants en 2040 ? L'avenir qui divise". Voici la réponse que nous lui avions transmise en janvier 2019, par mail, qui revenait sur certaines aberrations énoncées dans son article et qui clarifiait notre position face à la densification et aux nuisances que cette dernière occasionne.

Chère Madame,

Ce petit mail pour vous souhaiter, tout d'abord, une belle et heureuse année 2019.
Je profite de l'occasion, même si cela est bien tardif j'en conviens, pour vous remercier de l'article que vous avez fait paraître au mois d'août 2018 dans la Tribune de Genève "Genève, 600'000 habitants en 2040" et dans lequel vous parliez, entre autres, de notre association A3S et de son assemblée générale.
Je tenais ensuite à reprendre un ou deux points en lien avec cet article, non pas pour faire polémique, mais peut-être pour clarifier un peu la position de A3S et revenir sur les arguments de vos "invités".
J'ai l'impression que tous les acteurs économiques et politiques que vous citez nous considèrent comme des passéistes accrochés à leurs privilèges. Ceci n'est pas la teneur de notre combat. Nous ne sommes pas des "anticroissances", mais tout simplement des citoyens réalistes, observateurs attentifs du monde et de la ville qui nous entourent. Nous nous évertuons à dénoncer certains non-sens et certaines dérives.
En relisant votre papier, on apprend que M. Alessandro Pelizzari, secrétaire régional d'Unia, défend la densification de la ville et de ses proches alentours. Il pense qu'ainsi cela créerait du logement bon marché pour les familles modestes qui, au vu de la situation dans ce domaine, ont dû s'exiler. Il prétend donc que la transformation de la zone villa, éviterait leur exil en France et par la même réduirait le trafic pendulaire et le sentiment raciste anti-frontalier.

- Vous m'accorderez quand même que ces propos sont bigrement réducteurs, voire abusifs et discriminants. Limiter les pendulaires aux familles modestes en quête de logement bon marché et faire reposer la faute du manque de logement sur les méchants propriétaires de villa qui s'opposent continuellement à leur création s'avoisine à de la manipulation (on pourrait parler de cadrage abusif).

On découvre aussi et de manière étonnante que M. Blaise Matthey, directeur de la FER, prône la création d'une région compacte jusqu'à Cointrin en établissant un parallèle entre cette densification et la voie verte.

- Désolé, mais mettre en parallèle une piste cyclable et le déclassement de notre zone équivaut à comparer un hippopotame à un nénuphar. Nous avons déjà nos pistes cyclables, nos chemins sont déjà en voie verte et ouverts au public. Là n'est pas ce qui nous attend et ce que l'on veut nous imposer.

Enfin M. Antonio Hodgers, conseiller d'Etat en charge du Département du territoire, nous parle de sa vision de la politique d'aménagement : ne pas saturer le territoire, construire des centres urbains là où cela a du sens.

- A mon avis, et là j'assume mes propos, Je ne vois pas de véritable vision politique dans ce qui sort de terre actuellement. On construit tout et n'importe quoi partout, on fait du chiffre sans s'occuper de la réalité du terrain; de nombreux bureaux restent vides, on en construit de nouveaux et on déclasse à tour de bras détruisant de magnifiques zones comme le Mervelet, par exemple. De plus, il n'y a pas beaucoup de sens à faire un centre urbain le long d'une autoroute et d'un aéroport, en sachant que cela augmentera les nuisances.

Par contre, je pense que nos politiques, et cela apparaît à la fin de votre article, sont prêts à tout pour préserver l'emploi et l'attractivité de Genève, même au détriment de leurs citoyens.
Mais l'attractivité de Genève réside dans la qualité de vie que l'on offre aux habitants et non pas dans la quantité de bâtiments que l'on construit, ni dans le nombre d'entreprises que l'on fait venir, bienfait éphémère et évanescent. Cette qualité, et c'est là notre engagement, est intimement liée au

bien-être de la population, à la mise en place d'une vraie protection de la santé publique, à la sauvegarde de la qualité écologique du cadre de vie dans lequel nous évoluons.

J'espère ne pas avoir été trop long et vous remercie d'ores et déjà de l'attention que vous aurez portée à mon message.

A votre disposition si vous souhaitez que nous nous rencontrions pour discuter de vive voix de ces quelques remarques, je vous prie d'agréer, Chère Madame, mes salutations les meilleures.

Patrick Canellini
Président de A3S
Au petit accent du Sud
comme vous
Mais moins chantant je vous l'accorde